



UNEP
FINANCE
INITIATIVE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

LUXEMBOURG SUSTAINABLE FINANCE ROADMAP

**A JOURNEY TOWARDS A
SUSTAINABLE FINANCIAL SYSTEM**

Octobre 2018

Full report available here



À PROPOS – PARTENAIRES ET ÉQUIPE DE RECHERCHE

Davide Dal Maso

United Nations Environment Programme - Finance Initiative

www.unepfi.org

L'Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP FI) est un partenariat unique entre le PNUE et le secteur financier mondial. L'initiative travaille de concert avec plus de 200 institutions financières signataires de la Déclaration sur le développement durable de l'UNEP FI, ainsi qu'avec un éventail d'organisations partenaires, afin de mettre au point et de promouvoir des ponts entre durabilité et résultats financiers. Grâce à ses réseaux de pair à pair, à la recherche et à la formation, l'UNEP FI mène à bien sa mission: identifier, promouvoir et matérialiser l'adoption des bonnes pratiques environnementales et de durabilité et ce, à tous les niveaux des activités des institutions financières.

Corinne Molitor, Lennart Duschinger, Felix Schadeck

Innpact

www.innpact.com

Innpact bénéficie de plus de 10 ans d'expérience dans la facilitation des investissements d'impact visant à jouer un rôle actif dans la réalisation des objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals). Innpact possède une expertise inégalée dans la conception et la structuration de fonds d'investissement d'impact et de véhicules de financements publics-privés (blended finance). Innpact soutient les promoteurs et les gestionnaires de fonds dans la mise en place de projets d'investissement d'impact totalisant plus de USD 5 milliards. Avec une équipe de 30 professionnels expérimentés dans les investissements d'impact, Innpact sert un large éventail de clients, allant des institutions financières de développement aux fondations, banques, ONG, investisseurs institutionnels et gestionnaires de fonds du monde entier.

COMITÉ DE PILOTAGE

Tom Theobald

Luxembourg for Finance

Eric Usher

Initiative financière du PNUE

Jennifer de Nijs

Ministère des Finances

André Weidenhaupt

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En tant que nouveau paradigme, la finance durable examine les questions environnementales, sociales et de gouvernance qui, traditionnellement, n'ont pas été incluses dans les paramètres financiers et économiques. Selon le nouveau consensus international, les profits sont compatibles avec une croissance durable de nos économies, une société inclusive et la protection de notre écosystème. Dans le contexte de défis tels que le changement climatique, il y a aussi une prise de conscience qu'il y a un besoin urgent de changement.

En tirant parti de ses points forts en tant que centre financier international, le Luxembourg peut avoir un impact énorme sur le développement de la finance durable dans le monde entier. Grâce à sa culture spécifique et à ses domaines d'expertise, le Luxembourg peut être un leader dans le choix des solutions les plus avancées, dans l'expérimentation et la mise en œuvre de nouvelles approches pour faire en sorte que les produits financiers durables soient faciles d'accès, gérés avec expertise, adéquats et crédibles. Cette feuille de route définit la marche à suivre pour réaliser cet objectif.

Macrotendances au niveau mondial

En 2015, plusieurs événements significatifs ont marqué un tournant dans le débat sur le développement durable : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et ses 17 objectifs de développement durable, l'Accord de Paris sur le changement climatique et la conférence des Nations unies, à Addis-Abeba, sur le financement du développement.

Ces importantes réalisations découlent d'un nouveau niveau de prise de conscience de la nécessité d'introduire des changements radicaux dans nos modèles institutionnels, économiques et financiers. Alors que les acteurs publics et privés sont engagés dans un vaste processus de définition de paradigmes de base, le système financier plus large réfléchit à sa vocation principale qui est d'assurer que les ressources soient utilisées pour financer les besoins à long terme d'une croissance équilibrée et durable. Ceci s'accompagne d'une demande institutionnelle croissante de produits ESG et d'une remise en cause plus active, de la part des investisseurs particuliers, des effets sociaux et environnementaux de leurs investissements.

Dans ce contexte, les interventions politiques, au niveau national et international, ont été fréquentes, ces cinq dernières années. Au niveau international, le programme le plus ambitieux est le Plan d'action de l'Union européenne sur le financement de la croissance durable.¹ Publié au début 2018, le Plan d'action de l'UE repose sur trois piliers pour :

- réorienter les flux de capitaux vers une économie plus durable
- gérer les risques financiers induits par le changement climatique
- favoriser la transparence et une vision à long terme.

Le Luxembourg peut tirer parti de sa position pour mener une finance durable

Ces facteurs offrent au Luxembourg une opportunité sans précédent, en tant qu'un des pays les plus riches du monde et centre financier performant servant l'économie européenne et mondiale.

Le Luxembourg entretient une relation de travail étroite et mutuellement profitable avec les acteurs des secteurs privé et public, agit dans un cadre juridique et réglementaire conçu pour servir les acteurs financiers et les investisseurs internationaux, jouit d'une grande notoriété et dispose d'excellents canaux de distribution pour ses fonds d'investissement dans le monde entier.

1 eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52018DC0097&from=EN

Ces facteurs ont attiré des banques internationales, des gestionnaires d'actifs, des promoteurs de fonds, des compagnies d'assurances, des fonds de pension, des fonds souverains et d'autres fournisseurs de services financiers du monde entier, faisant du Luxembourg une plate-forme de premier plan et une porte d'entrée majeure pour la finance internationale.

Par sa participation à un certain nombre d'initiatives au niveau international et à celui de l'UE, le Luxembourg est à même de mener avec détermination l'agenda du développement durable.

Trois initiatives récentes illustrent le rôle précurseur du Luxembourg dans l'utilisation de la finance pour réaliser les ambitions de développement durable. Il a défini une stratégie de financement climatique visant à attirer des investissements publics et privés internationaux. La Luxembourg Green Exchange est la première plate-forme dédiée exclusivement aux titres durables, listant presque la moitié du volume mondial d'obligations vertes et environ un tiers des obligations durables et sociales. Le Forestry and Climate Change Fund bénéficie du soutien du Climate and Energy Fund, qui apporte une tranche de financement de première perte de €7,5 millions et d'un investissement de €5 millions du ministère des Finances. De plus, en juillet 2018, le Luxembourg a établi un cadre juridique pour les lettres de gage énergies renouvelables – le premier en son genre dans le monde.

Grâce à ses points forts et à son expertise, le Luxembourg peut être un marché témoin, une référence et un multiplicateur sur une échelle internationale. Son approche multipartite permet aux forces du marché d'innover et de développer leur potentiel et elle a prouvé sa forte expertise dans les fonds d'investissement, dans les véhicules de financement mixte, les obligations et les labels durables.

Priorité pour une transition réussie vers une économie et une société durables

Dans un avenir proche, notre économie et notre société vont subir un changement profond. Il ne s'agit pas uniquement de la manière dont nous produisons les biens et les services mais aussi comment la valeur est créée et distribuée. La finance a un rôle clé à jouer, canalisant des milliards de dollars d'investissements annuels, nécessaires pour réaliser les objectifs du développement durable et les engagements de l'Accord de Paris. Il y a deux principales priorités pour réussir cette transition : le besoin d'une action collective et le besoin d'une approche par étapes.

Le secteur public comme le secteur privé doivent entreprendre, en même temps, des actions cohérentes et constantes. Le secteur public doit définir une vision claire et créer un consensus à ce sujet, tout en fournissant un cadre réglementaire stable qui soutient l'expérimentation. Les acteurs du secteur privé doivent identifier les besoins du marché, proposer des idées innovantes et développer des modèles qui ont fait leurs preuves.

En parallèle à l'action collective, il est nécessaire d'avoir une approche par étapes. Le concept de feuille de route englobe la nécessité d'un changement progressif et celle d'objectifs définis : la transition doit être planifiée pour permettre au système de s'adapter sans heurts. Il faut adopter une approche par étapes pour pallier la réduction potentielle de compétitivité à court terme, mais aussi créer des effets de ricochet sur le long terme.

Conclusion

Le Plan d'action de l'UE pose trois objectifs de haut niveau : la réorientation des flux de capitaux, la gestion des risques financiers liés au changement climatique et d'autres thèmes ESG et favorise la transparence et une vision à long terme.

Le Luxembourg peut être un chef de file pour aider à trouver les solutions les plus avancées, expérimenter et mettre en œuvre de nouvelles approches pour faire en sorte que les produits de finance durable soient :

- **facile d'accès** : les investisseurs doivent pouvoir trouver une offre complète et transparente d'opportunités d'investissement durable
- **gérés avec expertise** : il faut aider les gestionnaires d'actifs pour qu'ils puissent développer, gérer et distribuer leurs produits durables
- **ciblés** : il faut aider les entreprises durables à accéder aux investissements à long terme
- **crédibles** : l'impact des produits financiers durables doit être évalué dans un but de clarté et de confiance et pour éviter l'écoblanchiment.

Les recommandations principales énumérées dans les pages suivantes ont été identifiées parmi différents groupes de travail et au cours de séances d'interviews, ancrées dans l'idée d'un effort collectif. Elles vont de la nécessité de formaliser une stratégie et de mettre en place une entité de coordination, à la promotion de l'innovation et de l'expertise de développement, pour assurer la preuve du concept et mesurer les progrès.

En suivant cette feuille de route, le Luxembourg tirera avantage de sa culture et de ses domaines d'expertise spécifiques et contribuera de manière significative au financement du développement durable.

Résumé des principales recommandations

AMBITION	RECOMMANDATIONS
Formaliser et communiquer une stratégie de finance durable et claire	<ul style="list-style-type: none">■ Formaliser une stratégie de finance durable ambitieuse, cohérente, constante et transparente, reflétant le caractère distinct et la plus-value du Luxembourg■ Assurer l'approbation de toutes les parties prenantes impliquées ainsi qu'une communication transparente
Établir une entité de coordination	<ul style="list-style-type: none">■ Établir une initiative de finance durable en tant qu'entité de coordination, sous la forme d'un partenariat public - privé, ainsi que des task forces sectorielles et/ou thématiques
Exploiter l'expertise du secteur financier	<ul style="list-style-type: none">■ Développer une boîte à outils pour les fonds d'investissement durable et d'autres produits financiers en combinant des outils existants et en les adaptant à la finance durable■ Augmenter l'offre de produits liquides, tels que les OPCVM durables, les obligations vertes et durables listées, les comptes d'épargne et les produits d'assurance■ Analyser comment le Luxembourg peut tirer parti de son cadre et de l'expertise en financement mixte pour mieux relier les investisseurs et les bénéficiaires, dans le but de mobiliser la finance pour le développement durable

<p>Conscientiser et intégrer le développement durable dans l'enseignement et la formation professionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Organiser des événements réguliers, conférences et points de rencontre sur la finance durable pour conscientiser et promouvoir des initiatives et des produits de finance durable ■ Intégrer le développement durable dans la marque nationale, en vue de la promouvoir dans tout l'écosystème : le développement durable est un créateur de cohésion sociale, une opportunité économique et un facteur de différenciation ■ Intégrer les connaissances financières et la finance durable dans les programmes scolaires et éducation tertiaire ■ Intégrer la finance durable dans toutes les formations du secteur financier ■ Définir des critères d'évaluation d'aptitude ESG des membres du conseil d'administration
<p>Promouvoir l'innovation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Établir des liens étroits entre les incubateurs, les écoles et les centres de recherche pour attirer les talents et construire un capital humain ■ Promouvoir l'innovation au service des SDG et rechercher les moyens de mieux mettre à profit la technologie financière pour réaliser les objectifs durables
<p>Développer l'expertise et les meilleures pratiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Promouvoir les programmes de recherche sur le financement mixte pour financer le développement durable ■ Concevoir des programmes de Master et de doctorat en finance durable, tel que la gestion des actifs et la gestion et l'évaluation des impacts ■ Créer, renforcer et étendre l'expertise existante dans l'évaluation et la mesure des investissements à incidence sociale et environnementale ■ Mettre en place un système de reporting efficace et des directives pour le reporting ESG
<p>Analyser et redéfinir le système des mesures d'incitation et la fiscalité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Redéfinir les mesures d'incitation à l'investissement pour promouvoir les investissements à long terme au niveau des développeurs de produits, des investisseurs et des bénéficiaires ■ Analyser comment les avantages fiscaux directs peuvent être liés aux activités de finance et aux modèles commerciaux durables ■ Analyser si la portée des impôts indirects réduits peut être élargie pour les entreprises durables et les modèles commerciaux durables
<p>Mener par l'exemple et fournir la preuve du concept</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contrôler la solidité des investissements publics en matière d'ESG et d'empreinte carbone ■ Définir et communiquer des directives claires pour les fonds souverains et les pensions publiques. Utiliser le pouvoir d'influence des fonds publics par le biais de l'engagement actif des actionnaires ■ Utiliser le financement public pour fournir la preuve de concept, par exemple par la création d'un fonds d'impact social et environnemental et en finançant le démarrage de ces initiatives ■ Élaborer et mettre en œuvre des politiques de prêts verts dans les institutions de crédit public
<p>Mesurer les progrès</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Participer à l'élaboration des meilleures pratiques et d'indicateurs avec des initiatives telles que le Réseau international des centres financiers pour le développement durable ■ Identifier les parties prenantes pour assurer la définition et la mise en œuvre d'un cadre de contrôle ■ Organiser la collecte de données, mesurer et communiquer les progrès dans le temps ■ Procéder à des corrections si nécessaire



SPONSORS

The Luxembourg Sustainable Finance Roadmap has been financed by the "Climate and Energy Fund" of the government of Luxembourg

Ministry of Finance
www.mf.public.lu

Ministry of Sustainable Development and Infrastructure
Department for the Environment
www.mev.public.lu



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND-DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of Finance



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
*Ministère du Développement durable
et des Infrastructures*

Département de l'environnement